Pétition : «Nous sommes tous français»

06/08/2010 à 12h21

Le constitutionnaliste Olivier Duhamel et quatre autres signataires lancent un appel solennel après les déclarations de Nicolas Sarkozy «stigmatisant» les Français d'origine étrangère.

Texte de la pétition :

Nous sommes tous français quelle que soit notre origine. Et la plupart des Français ont, d'une façon ou d'une autre, une origine étrangère.

Nous sommes membres d'une nation qui, selon l'article 1er de sa Constitution, «*assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion*». Nous sommes citoyens d'une république qui refuse de discriminer les Français selon leur origine, quelle qu'elle soit. Nous appartenons à un peuple qui, en proclamant solennellement son attachement aux droits de l'homme, se souvient que cette sélection entre Français selon l'origine fut celle du régime raciste de Vichy.

Le premier des pouvoirs et des devoirs du président de la République française est de veiller au respect de la Constitution, et donc de ces principes. Or Nicolas Sarkozy a déclaré publiquement, à Grenoble, le 30 juillet, que «*la nationalité doit pouvoir être retirée à toute personne d'origine étrangère qui aurait volontairement porté atteinte à la vie d'un fonctionnaire de police, d'un militaire de la gendarmerie ou de toute autre personne dépositaire de l'autorité publique*».

Nous ne savons pas si et jusqu'où ces atteintes pourraient s'étendre dans l'avenir. **Nous serions entièrement solidaires**

de tout «Français d'origine étrangère» qui serait victime d'une telle discrimination. D'ores et déjà, nous appelons le Président de la République à apprendre les leçons du passé et à renoncer sans attendre à la mise en œuvre d'une régression aussi contraire aux principes fondamentaux de la République.

Carmen Castillo, cinéaste, Olivier Duhamel, professeur de droit et de science politique à Sciences Po, Géraldine Muhlmann, professeur de science politique à l'Université de Paris 2 Panthéon-Assas, Evelyne Pisier, professeur de droit émérite à l'Université de Paris 1 Panthéon- Sorbonne, Michel Ricard, haut fonctionnaire.

Mediapart (Merci à David Vincent)